



L'alimentation scolaire et les objectifs de développement durable :

Un agenda pour lutter contre la faim des enfants, stimuler l'éducation, transformer les systèmes alimentaires et renforcer l'équité

Résumé analytique

Kevin Watkins, Oliver Fiala, Peter Haag, Asma Zubairi

Septembre 2024

Les programmes nationaux d'alimentation scolaire, une invention du début du 20^e siècle, conservent une profonde pertinence pour certains des plus grands défis de développement humain auxquels le monde est confronté au cours de la troisième décennie du 21^e siècle. Le premier grand mouvement en faveur des repas scolaires était une réponse à la faim et à la pauvreté massives parmi les enfants scolarisés dans le monde riche d'aujourd'hui. Il a posé l'une des pierres angulaires des États-providence modernes. Aujourd'hui, la faim de masse et l'extrême pauvreté des enfants restent profondément ancrées dans les pays les plus pauvres du monde, détruisant les possibilités d'éducation à une échelle effrayante. La communauté internationale mène une bataille perdue d'avance pour atteindre les Objectifs de développement durable pour 2030, qui comprennent l'éradication de la pauvreté, l'élimination de la faim et une éducation de qualité pour tous. L'élargissement de la portée des programmes de repas scolaires pourrait changer la donne dans cette bataille, en apportant de l'espoir dans la vie de millions d'enfants et en soutenant le développement de systèmes alimentaires plus durables et plus équitables.

Tout au long de leur histoire, les programmes d'alimentation scolaire ont été au cœur de la lutte pour la justice sociale et des sociétés plus équitables. En 1904, une commission parlementaire britannique a conclu qu'il était « le comble de la cruauté » d'ouvrir la porte à la scolarisation universelle tout en permettant à la pauvreté de priver les enfants de la possibilité de s'instruire. Peu après, le premier programme de repas scolaires du pays a été lancé. Aux États-Unis, les campagnes en faveur des repas scolaires s'inscrivaient dans le cadre du mouvement contre la pauvreté des enfants et pour les droits civiques. En Inde, des organisations de la société civile se sont battues et ont gagné un procès historique qui a fait de l'accès à un repas scolaire nutritif un droit de l'homme juridiquement applicable. Le programme national d'alimentation scolaire du Brésil faisait partie intégrante de la stratégie « faim zéro » du pays qui, au cours de la décennie qui a suivi 2003, a donné lieu à l'une des plus grandes réussites de notre époque en matière de développement humain. L'histoire des mouvements d'alimentation scolaire, depuis leur création jusqu'à nos jours, représente une ressource et une source d'inspiration pour ce qui est réalisable à l'avenir.

Grâce à un effort international concerté, cette histoire pourrait être projetée sur la scène mondiale, catalysant une reprise des ODD. Bon nombre des préoccupations qui ont motivé le premier grand mouvement en faveur des repas scolaires sont d'une grande pertinence à notre époque. Le visage de l'extrême pauvreté et de la faim aujourd'hui est de plus en plus celui d'un enfant vivant dans un pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PFR et PRIT). La malnutrition chez les enfants scolarisés est une source de souffrance et de mauvaise santé à l'échelle mondiale. Il s'agit d'une condamnation morale des efforts nationaux et de l'état de la coopération internationale. C'est aussi un obstacle puissant à l'apprentissage. Les programmes de repas scolaires ont démontré qu'ils pouvaient abaisser cette barrière, permettant aux enfants de recevoir une éducation qui leur offre un passeport pour sortir de la pauvreté et accéder à une vie plus riche en opportunités. Un meilleur accès à l'alimentation scolaire pourrait jouer un rôle essentiel dans l'accélération des perspectives de développement humain dans les pays, en créant de nouvelles opportunités pour une croissance plus dynamique et plus inclusive.

L'alimentation scolaire donne aux gouvernements l'occasion de soutenir une réforme plus large du système alimentaire. Comme le souligne un récent rapport de la Food System Economics Commission, nos systèmes alimentaires sont au cœur de certains des plus grands défis auxquels l'humanité est confrontée. Ils proposent des régimes alimentaires malsains grâce à des systèmes de production non durables qui alimentent la crise climatique, tout en laissant des millions de petits exploitants agricoles dans la pauvreté. Malgré l'abondance de richesse et de production canalisée par les marchés alimentaires, des millions de citoyens dans le monde - notamment les petits exploitants agricoles - souffrent de la faim et de l'appauvrissement. Les régimes alimentaires malsains alimentent une épidémie mondiale de surpoids et d'obésité. L'agriculture non durable et à forte intensité de carbone fait des ravages dans l'environnement et pousse le monde vers la catastrophe climatique. La réorientation des systèmes alimentaires vers des régimes sains et durables, conformes au bien-être humain et aux limites écologiques de la Terre, représente un défi existentiel pour les décideurs politiques. Les repas scolaires peuvent aider les gouvernements à relever ce défi.

Ce rapport explique comment des programmes de repas scolaires bien conçus et correctement financés peuvent favoriser un changement transformateur. Les avantages potentiels dans de nombreux domaines sont bien établis. Les programmes d'alimentation scolaire ont fait leurs preuves en matière d'amélioration de la nutrition, d'augmentation de la scolarisation et des résultats d'apprentissage, en particulier chez les enfants laissés pour compte. Ils peuvent également jouer un rôle plus large en soutenant la réforme du système alimentaire. L'alimentation scolaire permet d'offrir aux enfants un repas sain, ce qui peut couper les lignes de transmission entre la surcharge pondérale de l'enfant et l'obésité de l'adulte. L'achat de ces repas peut créer un marché pour les petits exploitants agricoles, en soutenant les moyens de subsistance des populations rurales, en créant des incitations à l'agriculture durable et en permettant aux enfants d'avoir accès à des aliments biofortifiés. Bien entendu, l'alimentation scolaire n'est pas une intervention isolée. Mais elle offre un mécanisme puissant pour reconnecter les systèmes alimentaires dans le but de renforcer le bien-être humain et la durabilité de la planète.

L'élan politique nécessaire pour soutenir un « grand élan » en faveur de l'alimentation scolaire est déjà en train de se mettre en place. Dans de nombreux pays parmi les plus pauvres du monde, les gouvernements mettent en œuvre des plans ambitieux pour développer les repas scolaires, souvent en dépit de contraintes budgétaires importantes. Plus de 100 pays et organismes régionaux sont membres de la Coalition pour la restauration scolaire, qui s'est engagée à construire « un monde où chaque enfant a la possibilité de bénéficier d'un repas sain et nutritif à l'école d'ici à 2030 ». Ce monde est réalisable - si les gouvernements et la communauté internationale agissent de toute urgence et dans un but collectif. Le présent rapport expose les arguments en faveur d'une action visant à étendre la portée des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu (PFR) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Nous présentons deux scénarios pour cette expansion et les estimations de coûts associées pour la mise en œuvre.

Les avantages potentiels de l'alimentation scolaire peuvent être déduits des niveaux de privation subis par les enfants. Les PFR et les PRITI représentent aujourd'hui près de 90 % de la dénutrition mondiale et une part encore plus importante de l'extrême pauvreté (2,15 dollars par jour). Les enfants sont en première ligne de ces déficits et des lacunes des objectifs de développement durable qui en découlent. Alors que les enfants de moins de 18 ans représentent environ un tiers de la population mondiale, ils constituent la moitié de la population vivant dans l'extrême pauvreté - et cette proportion ne cesse d'augmenter. Les repas scolaires ne constituent pas une solution à part entière pour lutter contre la faim des enfants, mais ils représentent un moyen rentable d'atteindre des millions de personnes pendant les années critiques du préprimaire, du primaire et du premier cycle du secondaire, ce qui correspond à peu près à la tranche d'âge des 5 à 14 ans. Selon nos estimations :

- 186 millions de ces enfants vivent dans des ménages qui survivent avec moins de 2,15 dollars par jour, et plus de deux fois plus avec moins de 3,65 dollars par jour. Environ trois quarts des enfants des PFR et un peu moins de la moitié des enfants des PRITI vivent en dessous du seuil le plus élevé.
- 143 millions d'enfants sont sous-alimentés, dont 28 % dans les PFR et 13 % dans les PRITI.
- 400 millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire modérée ou grave, dont 68 % des enfants dans les PFR et 39 % dans les PRITI.

La pauvreté et la faim touchent tous les aspects de la vie des enfants concernés, y compris l'éducation. Les statistiques ne peuvent jamais rendre compte de l'impact réel. La faim apparaît sur le visage d'un enfant incapable de dormir la nuit, vivant dans une profonde anxiété et incapable de se concentrer en classe. La « pauvreté éducative », qui empêche environ 70 % des personnes de lire des textes de base avant leur dixième anniversaire, est une proche cousine de la pauvreté monétaire et de la faim.

L'alimentation scolaire fait partie de la boîte à outils permettant de rompre les lignes de transmission qui relient la pauvreté et la faim aux désavantages en matière d'éducation. Dans les foyers les plus pauvres, un repas scolaire peut faire pencher la balance dans la décision des

parents d'envoyer ou non leurs enfants à l'école, en particulier les filles. Sur la base de l'analyse des données relatives à l'incidence de la pauvreté et aux écarts de pauvreté, nous estimons la valeur moyenne des budgets par élève alloués aux repas scolaires dans les PFR et les PRITI pour un ménage ayant 2 ou 3 enfants scolarisés à 10-16 % en moyenne pour les PFR et les PRITI et à 12-18 % pour l'Afrique subsaharienne. Les transferts de repas scolaires incitent à envoyer les enfants à l'école et peuvent permettre aux ménages pauvres de les maintenir à l'école pendant les périodes difficiles.

Les avantages de l'alimentation scolaire peuvent être suivis à travers un large éventail d'indicateurs. Il s'agit notamment d'une augmentation des inscriptions, d'une réduction des taux d'abandon scolaire et d'une amélioration de l'apprentissage. La fourniture de repas à l'école peut augmenter le taux de scolarisation de 10 % ou plus dans un environnement à faible taux de scolarisation. Plus de temps à l'école et une meilleure concentration grâce à un repas nutritif peuvent améliorer l'apprentissage, et ce sont les enfants les plus pauvres qui en profitent le plus. Le programme d'alimentation scolaire du Ghana a permis aux enfants pauvres de gagner l'équivalent de presque deux années de scolarité supplémentaires. L'alimentation scolaire améliore aussi nettement la nutrition, et pas seulement pour les bénéficiaires immédiats. Le programme indien de repas de midi a montré que les enfants dont les mères avaient participé au programme étaient moins susceptibles de souffrir d'un retard de croissance, les repas scolaires contribuant à hauteur de 13 % à 32 % à l'augmentation de la taille nationale pour l'âge, qui est une mesure du retard de croissance.

De nombreux pays utilisent déjà les programmes de repas scolaires pour faire avancer des réformes plus vastes du système alimentaire. Les pratiques d'approvisionnement sont axées sur l'agriculture locale et les pratiques agricoles compatibles avec le développement durable. Au Brésil, 30 % des achats de repas scolaires sont réservés aux petits agriculteurs, ce qui permet de soutenir des programmes plus vastes de réduction de la pauvreté rurale. Partout dans le monde, des municipalités utilisent activement l'achat de repas scolaires pour promouvoir des pratiques agricoles biologiques et à faible émission de carbone. De plus en plus, bien que de manière encore insuffisante et inégale, l'alimentation scolaire est intégrée dans des stratégies plus vastes en faveur d'une alimentation saine, offrant aux enfants une certaine protection contre les pratiques de commercialisation axées sur une alimentation malsaine. L'architecte du programme finlandais de repas scolaires a bien saisi ce potentiel : « Si nous devons changer notre régime alimentaire national, il était essentiel que cela commence dans les écoles ». De nouvelles opportunités se présentent pour fournir aux enfants des aliments biofortifiés qui constituent une réponse éprouvée et rentable à la sous-alimentation.

Les multiples avantages de l'alimentation scolaire sont largement sous-estimés, en partie à cause d'une approche cloisonnée des politiques publiques. En se concentrant sur le rapport coût-efficacité à court terme dans un domaine (par exemple, la nutrition ou l'apprentissage), on sous-estime les avantages globaux de l'alimentation scolaire dans de nombreux domaines (par exemple, l'apprentissage, la nutrition et la sécurité alimentaire). En outre, le fait de porter

l'alimentation scolaire au niveau national crée des avantages cumulatifs qui s'accumulent tout au long de la vie des enfants et génère de puissants effets multiplicateurs.

La couverture actuelle dans les PFR et les PRITI est beaucoup trop limitée et une trop grande partie de ce qui est considéré comme une « couverture » est de mauvaise qualité, liée à un sous-financement. En 2021, au lendemain de la pandémie de Covid-19, seuls 19 % des enfants des écoles primaires dans les PFR et 39 % dans les PRITI, soit 157 millions au total, bénéficiaient d'une forme ou d'une autre d'alimentation scolaire. Cependant, ce qui est fourni par les repas scolaires varie énormément. Des millions d'enfants considérés comme « couverts » à des fins d'information ne reçoivent pas un repas de qualité de manière régulière tout au long de l'année scolaire. Bien que tout repas scolaire soit évidemment préférable à l'absence de repas scolaire, en particulier pour les enfants souffrant de la faim, une offre de qualité médiocre réduit considérablement les avantages potentiels.

Les faibles niveaux de couverture révèlent un vaste potentiel inexploité pour atteindre les enfants confrontés à des niveaux élevés de privation. Nous identifions un groupe de pays avec des niveaux élevés de privation indiqués par la pauvreté monétaire et le retard de croissance (tous deux ≥ 20 %) et une faible couverture pour l'alimentation scolaire (≤ 30 %). Nous estimons cela pour le groupe d'âge de l'école primaire uniquement :

- 126 millions d'enfants dans les pays à forte pauvreté n'ont pas accès aux repas scolaires.
- 165 millions d'enfants n'ont pas accès aux repas scolaires, dont deux tiers dans des pays où le taux de retard de croissance est très élevé (≥ 35 %).
- Environ 80 millions d'enfants n'ont pas accès aux repas scolaires dans les pays à faible couverture, où les niveaux de pauvreté et de retard de croissance sont élevés.

Ces chiffres sous-estiment les niveaux de besoins, mais le lien entre le développement de l'alimentation scolaire et la réduction des privations n'est pas automatique. Des millions d'enfants vivent dans des pays où la couverture moyenne est plus élevée, mais où les repas scolaires contournent les enfants les plus pauvres, soit parce qu'ils ne sont pas scolarisés, soit parce qu'ils fréquentent des écoles qui ne sont pas couvertes. L'efficacité des repas scolaires pour atteindre les enfants les plus démunis dépend essentiellement de l'assurance que ces enfants sont scolarisés et que l'école qu'ils fréquentent est couverte par les programmes gouvernementaux. Attendre que les effets de ruissellement atteignent les enfants et les communautés les plus pauvres est à la fois inefficace (parce que c'est là que les meilleurs résultats peuvent être obtenus) et inéquitable (parce que les pauvres sont laissés pour compte). Nous préconisons des approches fondées sur un « universalisme progressif » ou sur le fait de placer les plus défavorisés en première ligne, une approche cohérente avec le principe des ODD qui consiste à s'assurer que les progrès sont plus rapides pour ceux qui sont les plus éloignés des objectifs.

Nous élaborons des scénarios pour l'extension des programmes d'alimentation scolaire. Les scénarios ne fournissent pas de plans, mais peuvent illustrer les résultats possibles. En nous

concentrant sur le groupe d'âge des cinq à 14 ans, nous estimons que la population scolarisée des PFR et des PRITI augmentera de 67 millions d'ici à 2030 en raison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la scolarisation. Nous prévoyons une année d'enseignement préscolaire, ce qui est essentiel pour atteindre les enfants qui ont souffert de malnutrition chronique au cours de leurs premières années de vie. Nous incluons également le premier cycle de l'enseignement secondaire, qui peut réduire le risque d'abandon scolaire chez les adolescentes. Deux scénarios de base sont proposés, chacun d'entre eux constituant un grand pas en avant vers l'universalité des repas scolaires.

- **Scénario 1 : un programme très ambitieux.** La couverture des repas scolaires dans les PFR et les PRITI atteint 60 % d'ici 2030 pour les enfants des écoles préprimaires et primaires, et 10 % dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. En 2030, 236 millions d'enfants supplémentaires seront couverts par des programmes d'alimentation scolaire, dont 90 millions dans les PFR.
- **Scénario 2 : Accélération des progrès avec convergence des PFR et des PRITI.** La couverture des repas scolaires dans les PFR double d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2021, rattrapant ainsi les PRITI, où la couverture augmente de 1 % par an. Le nombre d'enfants couverts augmente de 162 millions.

L'estimation du coût de nos scénarios n'est pas simple. Il n'existe pas de données comparables entre les pays sur le coût total des programmes de repas scolaires. C'est un domaine où il est urgent de mener de nouvelles recherches sur le coût total de la fourniture de repas scolaires de bonne qualité. En l'absence de données comparables entre les pays, nous nous appuyons sur des estimations de coûts corrigées de l'inflation tirées d'une étude antérieure. Tout en reconnaissant qu'il existe d'importantes marges d'erreur, nous appliquons un coût de référence moyen pour la fourniture de repas scolaires de 64 dollars par élève et par an pour les PFR et les PRITI. Sur la base de cette référence, les coûts annuels moyens sur une période de cinq ans s'élèveraient à 3,6 milliards de dollars (scénario 1) et à 2,7 milliards de dollars (scénario 2). Ces chiffres incluent les coûts supplémentaires liés à l'augmentation des allocations budgétaires moyennes déclarées pour les programmes existants afin d'atteindre le niveau de référence de 64 dollars par élève.

Bien que les coûts globaux soient modestes lorsqu'ils sont exprimés en pourcentage du revenu national, les gouvernements des PFR et des PRITI ne seront pas en mesure de les couvrir uniquement à partir de leurs budgets nationaux. Le coût supplémentaire du financement du scénario de haute ambition dans les PFR - environ 1,1 milliard de dollars - représente environ trois fois l'allocation budgétaire de 2021 (sans aide). Pour les PRITI, les 2,5 milliards de dollars requis annuellement représentent 60 % de l'allocation budgétaire de 2021. Confrontés à une énorme pénurie de financement liée à un ralentissement de la croissance, à une dette extérieure insoutenable, à des coûts d'emprunt élevés et à l'inflation, les gouvernements des PFR et des PRITI peinent déjà à maintenir les dépenses dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure économique.

Le partage des coûts entre les gouvernements nationaux et la communauté internationale au sens large sera essentiel. Nos scénarios ne fournissent pas de formules de partage des coûts, mais une approche empirique peut illustrer certains paramètres approximatifs. Actuellement, l'aide internationale représente environ la moitié des allocations budgétaires pour les repas scolaires dans les PFR et en moyenne 25 % dans les PRITI. L'application de ces ratios aux coûts supplémentaires suggère qu'environ 1,2 milliard de dollars d'aide nouvelle et supplémentaire seront nécessaires (550 millions de dollars pour les PFR et 700 millions de dollars pour les PRITI). Veiller à ce que les budgets nationaux assument la responsabilité d'une part croissante des dépenses globales réduira le risque de dépendance à l'égard de l'aide.

Malgré la marge de manœuvre budgétaire limitée, les gouvernements des PFR et des PRITI peuvent envisager une série d'options pour financer des programmes d'alimentation scolaire élargis. Mobiliser davantage de recettes est une priorité compte tenu des faibles ratios impôts/PIB dans de nombreux pays. La réorientation des subventions générales, souvent inefficaces et inéquitables, vers des investissements ciblés dans l'alimentation scolaire pourrait accroître les recettes. De nombreux économistes sont très critiques à l'égard des taxes affectées. Cependant, plusieurs pays financent des programmes d'alimentation scolaire à grande échelle, soit en totalité (Bolivie et Guatemala), soit en partie (Inde), au moyen de taxes affectées aux dépenses liées aux repas scolaires. Les taxes sur les boissons sucrées pourraient constituer un lien financier entre la source d'un « mal public » et le bien public que constituent les repas scolaires sains. La « taxe sur la malbouffe » récemment introduite en Colombie sur les aliments hautement transformés constitue un modèle qui pourrait être envisagé plus largement comme source de financement des repas scolaires.

Parmi les pistes susceptibles de mobiliser des ressources nouvelles et additionnelles, on peut citer les suivantes :

- l'augmentation **des recettes générales** grâce à une fiscalité plus efficace et plus équitable, y compris la suppression des exonérations fiscales dont bénéficient les groupes à hauts revenus ;
- **une fiscalité affectée** liant le financement des programmes de repas scolaires aux flux de recettes provenant du pétrole, du gaz et des minerais, en s'inspirant du modèle fourni par la Bolivie ;
- **taxer les « méfaits publics »** pour financer le bien public que constitue une alimentation saine par le biais des repas scolaires, en taxant les boissons à forte teneur en sucre - et en envisageant d'adopter la taxe sur la « malbouffe » introduite par la Colombie ;
- réorienter **les subventions générales** vers un soutien plus ciblé aux repas scolaires dans les zones très défavorisées ; et
- intégrer l'alimentation scolaire dans les stratégies de réforme du système alimentaire et d'adaptation au climat afin de débloquer des sources de **financement climatique**.

La coopération internationale est cruellement insuffisante compte tenu des avantages potentiels de l'alimentation scolaire pour les ODD. L'aide publique au développement (APD)

déclarée pour les repas scolaires est d'environ 287 millions de dollars, soit 0,1 % de l'aide internationale. En outre, les flux d'aide sont dominés par un seul donateur : les États-Unis représentent plus des deux tiers du total. D'autres donateurs du G7, dont la France, le Japon et le Royaume-Uni, apportent des contributions limitées. La Banque mondiale, la plus grande source de financement du développement pour les PFR et les PRITI, a des investissements annuels moyens d'environ 22 millions de dollars. La 21e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), le mécanisme de financement concessionnel de la Banque mondiale, est l'occasion de changer cette situation.

Il est urgent d'adopter des approches plus souples et plus novatrices en matière de coopération internationale. Le financement international du développement pour les repas scolaires souffre d'échecs fondamentaux. L'aide est sous-financée, fragmentée et dominée par des transferts liés aux préférences des donateurs individuels, plutôt qu'aux besoins et aux opportunités stratégiques des pays bénéficiaires. Les financements innovants sous forme d'allègement de la dette, d'émissions d'obligations et de prélèvements internationaux sont limités. Le plaidoyer international en faveur des repas scolaires n'a eu qu'un impact limité. Des leçons peuvent être tirées de l'expérience des fonds mondiaux pour la santé. Plus particulièrement, l'utilisation de ressources mises en commun (et non affectées) pour atteindre des objectifs collectifs par le biais d'un soutien aux programmes nationaux, avec des allocations déterminées par des évaluations techniques solides et des formules de partage des coûts, constitue un modèle qui pourrait être déployé pour soutenir l'alimentation scolaire. Les fonds mondiaux pour la santé ont également constitué des mécanismes de mobilisation de fonds innovants, un canal pour le soutien philanthropique et, par le biais de leurs exercices de reconstitution, un point focal pour les activités de plaidoyer nationales et internationales.

Un service de la dette insoutenable est un obstacle au financement des repas scolaires qui pourrait être réduit. Les remboursements de la dette réduisent les dépenses publiques dans des secteurs sociaux essentiels dans les PFR et les PRITI. Par exemple, les 87 milliards de dollars de paiements prévus pour 2023 dépassent les dépenses en matière de santé et de nutrition. De nombreux gouvernements s'acquittent de leurs obligations envers les créanciers extérieurs, en particulier les créanciers commerciaux, en manquant à leurs obligations envers les enfants. Le rééchelonnement et (le cas échéant) la réduction de la dette créeraient un environnement propice à la conversion des dettes impayables en investissements dans les personnes, notamment par le biais de l'alimentation scolaire. Les échanges de dettes, par lesquels les créanciers renoncent aux créances liées aux engagements de dépenses des gouvernements dans des domaines convenus, pourraient également contribuer au financement des repas scolaires. Les plus récents accords d'échange de dette à grande échelle ont visé des objectifs de conservation du milieu marin. Il est difficile de voir les arguments éthiques ou économiques qui s'opposent à l'élargissement de l'approche de la lutte contre la faim chez les enfants.

Un financement international innovant pourrait jouer un rôle dans le soutien d'un plan d'action mondial pour les repas scolaires. Les difficultés rencontrées pour passer de la conceptualisation à la mise en œuvre des financements innovants sont bien connues. Il existe

cependant des exemples prometteurs. Unitaid, l'initiative multilatérale en matière de santé, est financée par une taxe mondiale sur les compagnies aériennes lancée par la France en 2006. Dans un rapport préparé pour la présidence brésilienne du G20, Gabriel Zucman a plaidé en faveur d'une taxe mondiale sur les milliardaires (Zucman, 2024). Fixée à 2 % de la fortune des milliardaires, cette taxe permettrait de récolter jusqu'à 250 milliards de dollars par an. À titre de comparaison, l'aide internationale nécessaire pour financer un plan d'action mondial visant à atteindre 236 millions d'enfants supplémentaires ne représente que 0,4 % de ce montant. La proposition de taxe sur les milliardaires rappelle les vastes disparités de richesse qui caractérisent le monde d'aujourd'hui et la possibilité de réaliser des changements transformateurs grâce à des transferts limités. Dans le contexte du financement des repas scolaires, il y a de bonnes raisons d'envisager une taxe mondiale sur la malbouffe, sur le modèle de la législation colombienne, dont une partie des recettes serait affectée aux stratégies nationales en matière de repas scolaires dans les PFR et les PRITI.

Sans un soutien international renforcé, même les plans nationaux les plus solides seront loin d'atteindre leur potentiel. Nous résumons ici quelques-unes des opportunités les plus immédiates :

- Les donateurs pourraient s'engager à **augmenter l'aide à l'alimentation scolaire** à environ 1,5 milliard de dollars par an pour soutenir les plans nationaux par le biais d'un soutien financier et technique.
- La **Banque mondiale**, en tant que principale source de financement du développement pour les PFR et les PRITI, pourrait accorder plus d'importance à l'alimentation scolaire dans le cadre de la reconstitution et de la mise en œuvre de l'IDA 21, en fournissant au moins 300 millions de dollars par an.
- Un financement innovant par l'intermédiaire de la **Facilité internationale de financement pour l'éducation** (IFFEd) pourrait mobiliser le financement multilatéral du développement pour les repas scolaires en fournissant des garanties de risque.
- Le financement par le PAM, le Partenariat mondial pour l'éducation et Education Cannot Wait pourrait être augmenté pour stimuler les programmes de repas scolaires dans les **contextes humanitaires**.
- **L'allègement de la dette** pourrait s'accompagner de l'inclusion de repas scolaires dans les opérations de conversion de la dette à grande échelle, la nutrition des enfants grâce aux repas scolaires étant mise sur un pied d'égalité avec la mobilisation des ressources obtenue grâce aux conversions de la dette en échange de l'océan en Équateur et dans d'autres pays.
- Les repas scolaires pourraient être intégrés dans les portefeuilles de projets des institutions de financement du climat, telles que le **Fonds vert pour le climat**.

Les repas scolaires pourraient être intégrés dans les portefeuilles de projets des institutions de financement du climat, telles que le Fonds vert pour le climat. L'Alliance vise à établir un lien entre les plans nationaux afin d'accélérer les progrès vers les cibles des ODD que sont

l'éradication de la pauvreté et l'élimination de la faim. L'alimentation scolaire offre à l'Alliance une formidable occasion de produire des résultats. Les gouvernements des PFR et des PRITI pourraient être invités à élaborer des plans pour des programmes de repas scolaires plus ambitieux, en établissant des engagements budgétaires et des mécanismes de mise en œuvre. Les donateurs pourraient décider de soutenir ces plans en augmentant leur aide et leur soutien technique. Une grande partie de l'architecture de distribution est déjà en place, et la coalition pour les repas scolaires fournit un réseau de coopération prêt à l'emploi.

Une impulsion mondiale majeure en faveur de l'alimentation scolaire permettrait d'opérer un changement transformateur. Pour des millions d'enfants vivant dans la faim et la pauvreté, elle apporterait de l'espoir et ouvrirait des perspectives d'éducation. Pour une communauté internationale qui mène une bataille perdue d'avance pour les ODD, cela démontrerait que le changement est possible et que la coopération multilatérale peut donner des résultats. Au moment où les gouvernements du monde entier sont confrontés aux défis considérables posés par des systèmes alimentaires qui laissent tomber les gens et la planète, l'approvisionnement en repas scolaires fait partie de la boîte à outils permettant de promouvoir une alimentation saine, de renforcer les moyens de subsistance des populations rurales et de soutenir l'agriculture durable. Ce rapport s'est concentré sur le financement nécessaire à la mise en œuvre d'un plan d'action mondial ambitieux qui constituerait un grand pas vers l'universalisation des repas scolaires dans les pays les plus pauvres du monde. Soutenus par la coopération internationale, les coûts sont abordables. Le coût de l'inaction risque d'être beaucoup plus élevé.